

Bernard Vivier, Directeur de l'Institut supérieur du travail

« La mondialisation a fait progresser le syndicalisme réformiste »

by Entreprise & Carrières - mardi, août 31, 2010

<http://correspondances.fr/bernard-vivier-directeur-de-linstitut-superieur-du-travail/>

« La mondialisation a fait progresser le syndicalisme réformiste »

Confrontées au manque de régulation sociale internationale, les organisations syndicales tendent localement à converger vers des pratiques réformistes. L'émergence de mouvements liant revendications syndicales et sociétales vient bousculer cette apparente pacification.

E & C : Vos dernières conférences portent sur les nouvelles donnes sociales et syndicales en France. De quand datez-vous cette redistribution des cartes ?

La chute du mur de Berlin a marqué la fin d'un paysage syndical bipolaire. Avant 1989, la ligne de démarcation se situait entre la CGT, qui prônait la rupture avec l'économie de marché, et les organisations réformistes. Dès les années 1990, la CGT a pris conscience de l'exigence de changement et de la nécessité de se découpler du Parti communiste. En 1999, Bernard Thibaut a officialisé cette nouvelle ligne de conduite qui conjugue contestation et revendication, accepte la négociation et affirme que compromis n'est pas synonyme de compromission. La CFDT a également vécu des années de turbulence qui l'ont vu passer de la ligne autogestionnaire de la fin des années 1970 à une position réformiste assumée.

E & C : Quel rôle la mondialisation a-t-elle joué dans l'évolution du paysage social et syndical ?

B. V. : Elle a accéléré le mouvement et fait progresser l'idée réformiste. Le débat ne peut plus se résumer à une querelle Est-Ouest. Le monde est régi par une économie de marché qui ne connaît pas la régulation sociale.

Dumping et concurrence tirent vers le bas toutes les garanties des salariés. Les Etats s'effacent, les règles sociales restent nationales ou tout au plus communautaires, alors même que le besoin de régulation se fait sentir au niveau international. Pour l'heure, il n'existe pas d'autorité mondiale capable de réguler les rapports entre salariés et employeurs. Dans ce contexte, les pratiques syndicales se rapprochent, des convergences se dessinent et les différences entre organisations sont de moins en moins visibles.

E & C : Les salariés admettent-ils cette évolution ?

B. V. : La culture réformiste n'est pas acceptée par la totalité des militants et des salariés. Certains

